

QUELLE SORTIE
DE CRISE?

Le modèle anglo-saxon a failli, la République sociale protège

«La crise est loin d'être terminée, elle peut même s'aggraver à tout moment», a constaté Jean-Claude Mailly, lundi 18 janvier, au cours d'une conférence de presse de Force Ouvrière. Il a démontré la différence qui existe entre ce qui serait la fin de la crise économique et la «sortie de récession» annoncée. «La croissance d'environ 1% annoncée en 2010 est insuffisante pour que l'emploi reparte.» Quant à la crise, «elle perdure, a expliqué le Secrétaire général de FO, car ce qui en est l'origine n'est toujours pas réglé.» Il le dit depuis le début, celle-ci est liée à la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses entre le travail et le capital, et «la part des dividendes continue d'augmenter».

UN «SENTIMENT D'INJUSTICE» GRANDIT

Malgré les propos lénifiants sur la moralisation du capitalisme, on constate, partout dans le monde, cette même ab-

sence de régulation pour ce qui touche aux questions financières et bancaires. «Le système monétaire international n'a pas évolué, a encore indiqué Jean-Claude Mailly, et le FMI se dit convaincu qu'il est toujours truffé d'actifs pourris.» Entre cela, les effets de la crise sur les salariés, contre l'emploi et les salaires, et ce qui se dit sur les bonus, «le sentiment d'injustice s'est très fortement développé dans notre pays».

Pourtant, «la République sociale», comme il l'a appelée, a mieux résisté grâce à une protection sociale et des services publics égalitaires. Mais le numéro un de FO s'est demandé si, «après les élections régionales de mars», le gouvernement n'allait pas «vouloir réduire à marche forcée les déficits, ce qui conduirait à des coupes massives dans les dépenses publiques et sociales». Avec la Révision générale des politiques publiques –non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite–, qui pèse autant sur les conditions de travail que sur les conditions de vie des usagers, il craint «une année rock n'roll».